

Gabriel Ringlet

INTERVENTION À LA COMMISSION SPÉCIALE DE LA CHAMBRE « RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE. »

Bruxelles, Parlement, 26 janvier 2011

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Commissaires,
Mesdames, Messieurs,

Au cours de ces dernières années, ces derniers mois en particulier, plusieurs dizaines de personnes victimes de pédophilie dans l'Église catholique ont voulu s'adresser à moi. Je ne suis pourtant, en rien, un expert dans le domaine des abus sexuels. Je ne pouvais les accompagner, ni sur le plan juridique, ni sur le plan thérapeutique. De plus, je ne me trouvais en position d'autorité à l'égard d'aucune d'entre elles. Elles le savaient mais voulaient néanmoins me faire entendre une souffrance que je qualifierai, faute de mieux, de « souffrance spirituelle », si vous voulez bien entendre le mot dans un sens large et ouvert qui dépasse la frontière des seules religions.

J'ai beaucoup écouté. Beaucoup lu aussi car la plupart des personnes abusées m'ont mis par écrit le récit de leur douloureuse traversée. Il s'agissait même, parfois, d'un véritable mémoire qui permettait de suivre, quasi au jour le jour, l'histoire d'un abus et ses retombées pendant des années.

La grande majorité de celles et ceux que j'ai rencontrés ont souhaité, très clairement, garder l'anonymat. Certains n'avaient même jamais parlé à leurs proches. Mais plusieurs m'ont demandé d'évoquer publiquement ce qu'ils et elles m'avaient confié.

Je ne dispose, bien entendu, que d'une vue partielle de la situation. Il existe des centaines d'autres témoignages, sans compter ceux qui, à ce jour, restent encore dans l'ombre. Pour que ceux qui me sont parvenus éclairent la Commission, j'ai pensé que je devais me situer à la fois dans l'écoute et « outre-écoute », ce qui explique les deux parties de mon exposé.

Car il ne suffit pas d'accueillir le récit d'une destruction. Il faut encore l'analyser et, au-delà, si possible, proposer des pistes de reconstruction.

Je voudrais d'abord vous parler de Laura. Parce qu'elle me l'a demandé et parce qu'elle a confié à l'écriture un récit de plus de 200 pages. Mais un récit qui sonne si juste, qui raconte avec une telle force ce qui s'est passé, qu'il acquiert, au fil des pages, un statut d'universalité. Un récit d'autant plus convaincant qu'il parvient, jusqu'au bout et malgré le tragique de la situation, à en respecter la complexité et même à garder de la sérénité. Tout au long de la lecture, je me disais : mais où a-t-elle trouvé ce courage ? En écrivant *Personne ne te croira* – c'est le titre qu'elle a donné à son histoire – Laura est devenue multiple. Unique et multiple. Une histoire dédicacée – je cite – « à toutes celles qui sont restées sans voix », offerte surtout à sa famille, à sa thérapeute, mais qu'elle souhaite aujourd'hui partager plus largement parce que, dit-elle, je veux « rêver que moi aussi j'ai peut-être quelque chose à donner ! »

J'ai retenu en priorité dans ce « quelque chose », les passages que je retrouvais dans presque tous les témoignages. Laura, vous l'entendez, me servira de guide, mais derrière elle, avec elle, ils sont plus de trente à marcher.

Laura a 12 ans quand elle est abusée par le curé de son village. « J'étais une petite fille, m'écrit-elle, mais à 12 ans je ne savais plus ce qu'était être une enfant. Le village où je suis née était sans doute trop petit pour ce prêtre perdu... »

Cet abus durera des années. Et Laura va tenter d'alerter, d'appeler à l'aide. Un curé voisin. Un doyen. Une religieuse. Un professeur de collège. Un missionnaire rentré d'Afrique. Un confesseur de passage dans la paroisse... On l'écoute. Oui, on l'écoute, parfois attentivement. Mais la réponse est toujours la même : « Je ne peux rien faire ». « Pourquoi me dis-tu ça à moi ? C'est à toi de prendre une décision. » « C'est toi qui dois partir. » Ou pire : « Tu as fait une grosse bêtise, Laura, tu n'en parles à personne, tu oublies. » Et encore : « Tout ça, c'est du passé. Tourne-toi vers l'avenir maintenant. »

Laura mesure alors, dramatiquement, qu'elle ne peut pas raconter, que personne ne peut comprendre, que c'est peut-être elle, la coupable. « Il va être perdu à cause de moi » se dit-elle. Alors elle va se confesser avec l'espoir d'effacer, de se sentir neuve. Plus tard, elle supplie : « Pardon – je la cite – pardon d'être ce que je suis. Pardon de faire ce que je fais. Pardon. » Elle se sent de plus en plus coupable, de plus en plus malade. Il lui arrive même de penser au suicide. Si le temps pouvait s'arrêter. Si elle pouvait tomber morte...

La première chose qui m'a frappé dans le récit de Laura – elle y revient souvent – c'est le poids de ce silence ecclésial qui l'a blessée plus encore, dit-elle, que l'attitude-même de son abuseur. Un silence qui impose à la victime le déni de son expérience et l'accule finalement au déni d'elle-même. Et ce silence, je le retrouve comme une ligne de force dans presque tous les témoignages reçus. Ce jeune garçon, par exemple, abusé dans un collège, qui va voir le directeur et reçoit comme réponse : « Ne parle de cela à personne, surtout pas à tes parents. Tu commettrais un péché mortel ». (Fin de citation) Donc une immense chape de silence. J'en reparlerai.

Une seconde chose m'a marqué dans les témoignages, et qu'une fois encore Laura explicite avec beaucoup de justesse, et que je pourrais synthétiser en parlant d'une triple destruction. Mais c'est réducteur, évidemment.

Une destruction physique, bien entendu. Elle va connaître six années de traitement gynécologique.

Une destruction affective et psychologique : dix ans de psychothérapie.

Mais aussi – il me semble qu'on en a moins parlé – une destruction spirituelle.

Je ne suis pas compétent pour analyser les deux premières mais c'est bien pour aborder la troisième que la plupart des victimes sont venues me voir.

« L'Église m'a construite » m'écrivait Laura en m'envoyant son texte, « et l'Église m'a détruite ». « Je ne suis plus croyante ». Je résume la suite en mêlant mes mots à ses mots : « Grâce à la médecine, grâce à la psychologie, grâce à l'écriture, j'ai beaucoup progressé, mais, malgré ces progrès, malgré ma distance radicale à l'égard de cette institution qui m'a tant fait souffrir, il manque encore quelque chose à ma guérison :

que l'Église, non seulement accepte sa responsabilité mais qu'elle le dise beaucoup plus clairement, beaucoup plus chaleureusement, et que, surtout, elle entame une œuvre de réparation et de reconstruction en s'imposant une réflexion fondamentale. Par mon témoignage, j'espère y contribuer. » Quelle lucidité !

Là encore, Laura est nombreuse. Son interpellation revient dans presque tous les témoignages que j'ai reçus. J'en cite quelques-uns au vol, en changeant simplement les prénoms quand les personnes me l'ont demandé :

Françoise : « J'ai besoin d'apaisement. Et cet apaisement ne viendra que si j'entends de l'Église une parole vraie ».

André : « Le plus dur pour moi fut de ne plus pouvoir trouver le Christ dans l'Église ».

Elisabeth : « J'attendais des gens d'Église une conscience de leur responsabilité spirituelle. Tout ce qui les intéressait, c'était de connaître le nom de mon agresseur ».



Madeleine : « Un prêtre m'a volé ma vie, j'attends que vous le reconnaissiez et que vous répariez spirituellement. »

Jean : « La foi comptait beaucoup pour moi. Elle est détruite. Je ne crois plus. Mais je continue à vivre un drame spirituel ».

Astrid : « Très jeune déjà, j'allais à l'église. Ça comptait beaucoup pour moi. J'aimais bien qu'on me parle de l'Évangile. J'y croyais. Mais on a brisé l'Évangile en moi. Qui me le rendra ? » C'est terrible : « L'Évangile brisé en moi »...

Christine : « J'ai besoin de justice. J'ai besoin de pardon. J'ai surtout besoin d'une réparation symbolique. Je dérange tout le monde avec ma blessure. Je me sens exclue d'un lieu d'appartenance auquel je tenais. J'attends une réparation spirituelle. »

Je me suis demandé - et c'est ici que je me situe maintenant « outre-écoute », ce que pourrait être cette réparation. Quand l'âme est blessée, comment répare-t-on l'âme ? Le corps, c'est déjà si difficile, et le cœur. Mais l'âme ? Et si le mot « âme » vous semble trop connoté, parlons du souffle qui anime et porte une vie. Comment retrouver souffle ? demande Laura.

Je vais risquer une proposition. Une proposition en cinq points. Une proposition qui comporte à la fois du proche et du lointain, du plus matériel et du plus spirituel. Une proposition que j'appellerai, faute de mieux, « une réparation institutionnelle ». Une réparation de la part de l'institution à laquelle j'appartiens. À laquelle j'appartiens pleinement. C'est trop facile de se désolidariser quand tout va mal. Est-ce que la communauté ecclésiale dont je fais partie a été suffisamment attentive aux signes qui auraient pu l'alerter ? Ce serait aussi trop facile d'isoler l'abuseur, de se contenter de l'écarter, de le juger, de le condamner et de le réduire à son crime, comme si moi, son frère en humanité, je n'y étais pour rien. Quelle est ma part de responsabilité à son égard ? Quand un prêtre fait du mal au plus petit d'entre les miens, je ne peux pas ne pas me poser la question : « Et toi, où étais-tu à ce moment-là ? »

Je ne veux surtout pas verser dans un culpabilisme qui ne construirait rien, mais je ne veux pas non plus échapper à une responsabilité collective qu'il faut tenter d'exprimer avec le plus de justesse possible. D'où la proposition que j'explicité maintenant et qui touche à *l'histoire*, au *financement*, au *pardon*, à la *sexualité* et au *pouvoir sacré*.

La réparation institutionnelle passe d'abord par un important travail de mémoire : écrire *l'histoire d'une occultation*. Je parle d'une histoire scientifique et indépendante. Une partie des sources existent. D'autres sont à rechercher. Il faut les réunir et les interpréter. L'enquête doit continuer et aller jusqu'à la racine. On ne peut pas réduire un phénomène d'une telle ampleur à de seules déviations individuelles. Il faut mettre au jour les causes structurelles de la pédophilie dans l'Église.

Certains, je le sais, y compris dans la hiérarchie, ont reconnu un silence coupable pendant des décennies, et l'ont dénoncé. Récemment et sous la pression des événements. Ce n'est pas assez de constater ce silence et de l'avouer. On doit dire à la petite Laura pourquoi, à six reprises, dans sa seule région, à propos de sa seule personne, chacun a occulté. Je n'étais pas encore prêtre au moment des faits, mais si je l'avais été, j'aurais pu être ce curé qu'elle appelait au secours et qui lui a dit de tourner la page... Terrible emprise d'une institution sur la conscience d'un individu, même sincère. On n'échappera pas à l'histoire de cette emprise - là.

La réparation institutionnelle passe aussi par *une réparation financière*.

Je sais que cette question est difficile, controversée, y compris juridiquement, et je ne veux pas en parler avec légèreté.

Je sais aussi que certains membres de la hiérarchie y pensent et y travaillent.

Certaines victimes ne demandent rien.

D'autres doivent encore faire face à des démarches d'accompagnement qui leur coûtent cher.

Mais pour moi, la réparation financière n'est pas qu'individuelle. Elle pourrait aussi permettre de couvrir des dépenses plus larges comme, par exemple, le financement de l'étude scientifique et indépendante dont



je viens de parler. Ou encore, de manière plus prospective, financer les projets d'équipes éducatives qui travaillent à la promotion de la santé.

A ce propos, je voudrais que mon Église, diocèses et congrégations confondus, ose faire un grand geste, même si, juridiquement, elle n'y est pas contrainte. Qu'elle ose s'avancer en première ligne, seule s'il le faut. Je suis sûr que ça la grandirait, que cela pourrait recréer un peu de confiance, y compris à l'intérieur des communautés chrétiennes tellement ébranlées en ce moment et qui, je l'espère, approuveraient une telle réparation plus que matérielle car à haute valeur symbolique.

La réparation institutionnelle ne peut pas échapper à *la demande de pardon*. Le mot fait parfois difficulté et je le comprends. Il peut être ambigu. Il n'est pas d'abord religieux. En aucune façon le pardon ne peut se substituer à la justice. Mais même justice étant rendue, la question du pardon se pose. Et en tout premier, la demande de pardon de l'abuseur, ça va de soi. La victime a d'abord besoin de l'entendre sur ses lèvres à lui. Mais nous nous trouvons aussi devant une dimension sociale de l'offense : au-delà de l'agresseur, c'est une collectivité qui a enfermé la victime dans son mal. J'aimerais que la hiérarchie, que les prêtres, que les communautés chrétiennes osent s'impliquer ensemble dans ce pardon plus large pour indiquer que la responsabilité n'est pas qu'individuelle. J'y insiste car j'ai senti une grande déception, une révolte parfois, chez beaucoup de victimes, parce que ce pardon du bout des lèvres leur paraissait trop formel. Elles veulent des paroles qui prennent chair. Elles veulent entendre un souffle. Elles veulent une Église dont le cœur saigne, vraiment, et qui n'a pas peur de le montrer.

A ce moment-là seulement, la victime pourra peut-être pardonner. Et même alors, je peux comprendre que ce soit difficile, voire impossible. J'ajoute encore avec le sociologue Edgard Morin que pour continuer à vivre en société, surtout après un tel traumatisme, il faut pouvoir « créer par le pardon une rupture dans la chaîne de l'inhumanité. »

A toutes les victimes, à chacune en particulier, je voudrais pouvoir dire à quel point je suis moi-même blessé de leur blessure et, puisque je fais partie de cette institution où elles ont été broyées, j'ose demander pardon, en espérant que quelques-unes d'entre elles seront un jour en mesure d'accueillir cette demande.

La réparation institutionnelle passe encore, à mes yeux, par *une interrogation fondamentale de l'Église catholique sur la sexualité*.

L'Église, bien entendu, comme toute autre instance de la société, a le droit d'offrir sa réflexion éthique dans l'espace public. Encore faut-il que cette réflexion traduise la manière dont les chrétiens vivent réellement leur sexualité, que l'Église tienne sur ce terrain-là un discours confiant, encourageant et qu'elle se réjouisse sincèrement d'autres regards que le sien.

Même si la relation entre le discours sur la sexualité et la pédophilie n'est pas directe, on ne peut pas taire, parfois, certaines liaisons dangereuses entre les deux. Un discours trop pessimiste et culpabilisant comme un discours trop idéaliste et qui prône un sommet inaccessible peuvent entraîner de terribles dégâts. « Si l'homme meurt au contact de l'absolu, disait le philosophe Merleau-Ponty, alors, cet absolu, il vaut mieux ne jamais le fréquenter ».

C'est exactement là, je crois, que des prêtres, parfois généreux, mais pas qu'eux, des pères de famille aussi, des frères, des oncles, des grands-pères... prisonniers de ce discours irréaliste, se sont révélés d'une terrible immaturité sexuelle.

Je sais que certains membres de l'Église officielle ont dit s'en inquiéter, qu'ils veulent mieux former les candidats au sacerdoce ou à la vie religieuse et s'interroger sur le mode de vie des prêtres. Tant mieux. Mais pour que ces bonnes intentions soient crédibles – et c'est la dernière réparation dont je voudrais parler, il faudra encore se poser une question difficile, la plus déterminante peut-être à propos de la pédophilie dans l'Église, et dont on a très peu parlé : la relation entre la sexualité et le pouvoir sacré.

Je veux dire que la réparation institutionnelle passe aussi et surtout par *une interrogation sur l'ambiguïté du sacré dans le pouvoir du prêtre*.



Permettez-moi de vous entraîner un bref moment sur ce terrain théologique, mais on n'y échappe pas si on veut s'engager sincèrement dans une démarche de prévention en profondeur.

Pour le dire en un mot, le pouvoir sacré qui accompagne le sacerdoce peut conduire à de terribles dérives. Comme me le confiait Jean-Yves Quellec, moine et prier du monastère de Clerlande à Ottignies-Louvain-la-Neuve, « des hommes en manque, à qui on tient un discours de plénitude, en viennent à combler ce manque de façon anarchique, violente, et même criminelle ». Finalement, même quand ils parlent d'humilité, ils se sentent supérieurs et « en arrivent à placer le sacré au-dessus de l'humain ». C'est une catastrophe. Ils ne voient pas ou ne veulent pas voir que Jésus lui-même a aboli la frontière entre le sacré et le profane. Et c'est ainsi que des êtres faibles, parfois peu équilibrés, mais très investis dans ce faux sacré et imbus du pouvoir qu'il procure, s'en prennent à plus faibles qu'eux, abusent d'eux, en les enfermant – circonstance aggravante – dans la toile de leur autorité soi-disant spirituelle. La petite Laura, dans ses mots à elle et avec le vocabulaire de son âge, exprime remarquablement cet abus de pouvoir et ce sentiment que le sacré permet tout. Ce qu'Albert Bastenier appelle très justement, dans un excellent article de la *Revue Nouvelle*, une « pathologie de la fonction ».¹

Pour être prêtre, vraiment prêtre – et je le suis depuis 40 ans –, il faut avoir suffisamment de « profane » en soi, suffisamment de laïcité en soi, afin d'échapper à l'ambiguïté du pouvoir sacré. La prêtrise est d'abord un service, et ce service, pour l'exercer aussi sereinement et aussi authentiquement que possible, il faut être capable de se tenir dans un « au-delà du clan » comme le disait, dans un autre contexte, mon ami Roger Lallemand. Les prêtres ont besoin de distance dans l'appartenance. Sinon, ils sont en danger. Et ils mettent en danger.

Je souhaiterais dire encore que la pédophilie dans l'Église n'est pas « un accident de parcours, un immense fait divers ».² Elle interroge fondamentalement mon institution qui se trouve aujourd'hui « à la croisée des chemins » comme l'écrivaient il y a quelques semaines trois professeurs de l'UCL, dont le doyen de la faculté de théologie³. Et ces collègues d'indiquer très pertinemment que l'attitude des autorités ecclésiales dans les affaires qui nous secouent aujourd'hui, la pédophilie en particulier, montre – je les cite – « le symptôme d'un divorce profond entre une partie influente de l'Église catholique et nos sociétés ».

L'archevêque de Poitiers, Mgr Rouet, ne dit pas autre chose quand il affirme que si l'Église ne cherche pas avec le monde « un accord commun de sens », elle ne se parlera plus qu'à elle-même.

C'est peut-être, à travers ce terrible drame de la pédophilie, la seule chose qui me donne espoir : l'Église, sous peine de se marginaliser plus encore, va devoir se mettre davantage à l'écoute des autres manières de penser, admettre que sa vérité est partielle et considérer que la liberté de conscience, un acquis fondamental de la culture contemporaine, doit aussi devenir une pierre angulaire dans l'Église elle-même.

Je m'en voudrais de terminer sans revenir à Laura dont l'histoire m'a tellement marqué et, à travers elle, à celles et ceux qui m'ont invité à faire quelques pas avec eux.

A la dernière page de son récit, Laura écrit :

« Je rêve...
Je rêve d'être une femme qui respire la paix et la bonté.
Une femme qui, humblement,
sans faire la morale,
peut représenter (...) un souffle d'espoir.
Rien n'est jamais perdu.
Chaque jour peut apporter quelque chose de neuf.
Le seul vrai miracle réside dans notre capacité à rebondir ! »

Merci Laura.

Et merci à vous.

¹ Albert Bastenier, « Un watergate ecclésiastique ? », *La Revue Nouvelle* décembre 2010.

² *La Revue Nouvelle*, ibid.

³ Benoît Bourguine, Joseph Famerée et André Wénin, « A la croisée des chemins », in *La Libre Belgique*, 30 novembre 2010, p.55.

